



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 2071

Texte de la question

POLITIQUE SOCIALE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Gaëtan Gorce, pour le groupe socialiste.

M. Gaëtan Gorce. Monsieur le Premier ministre, contrairement à ce que vous avez répondu à Jean-Marc Ayrault, les socialistes, pas plus que les Français, ne refusent la solidarité. Ce qu'ils refusent, c'est votre politique. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Depuis trois ans, votre gouvernement est une machine à fabriquer de la désespérance sociale. (*Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) C'est là qu'il faut chercher la cause du malaise ressenti par les Français, qui nourrissent contre votre politique une colère légitime.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Démago !

M. Gaëtan Gorce. Si l'on fait le bilan de ces trois dernières années, la cause de votre échec n'incombe ni à l'Europe ni à je ne sais quelle cause extérieure. Elle tient en quelques mots : vous vous êtes trompés. (*" Très bien ! " sur plusieurs bancs du groupe socialiste.*)

M. François Grosdidier. Et vous, vous trompez les Français !

M. Gaëtan Gorce. Au plan économique, on peine à trouver une cohérence à votre ligne de conduite qui fait alterner les baisses d'impôt au profit des plus favorisés et les hausses de prélèvements pour les plus modestes, les promesses de dépenses nouvelles et les appels à la rigueur budgétaire. Vous offrez une vision zigzagante de l'économie, relayée par une kyrielle sans précédent d'éphémères ministres des finances.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Gaëtan Gorce. Par ailleurs, vous avez brisé un à un les outils de la politique de l'emploi, jusqu'à prendre récemment la responsabilité d'encourager les entreprises à augmenter le nombre d'heures supplémentaires plutôt qu'à embaucher.

Monsieur le Premier ministre, l'emploi est l'angle mort de votre politique, le grand oublié des années " Chirac-Raffarin ". Vous avez remplacé les 2 millions " d'emplois Jospin " par 250 000 nouveaux " chômeurs Raffarin ". Aujourd'hui, la seule chose qui baisse dans notre pays est la confiance dans le Gouvernement. Votre promesse de faire baisser le chômage de 10 % s'est évanouie en quelques mois, y compris devant l'incrédulité de votre propre ministre de l'emploi, qui s'en est publiquement démarqué.

Nous, socialistes, nous savons qu'il existe d'autres perspectives pour la France (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), qui passent par une autre politique de l'emploi, par le renforcement de la coopération européenne au service de la croissance et par l'alternance électorale en 2007.

M. le président. Monsieur Gorce, posez votre question !

M. Gaëtan Gorce. Mais, pour l'heure, la menace pour notre pays dans les grands choix qu'il doit faire est la perte de confiance dans la parole publique. Aussi, monsieur le Premier ministre, plutôt que de troubler l'opinion par des déclarations tonitruantes et des promesses non tenues, je vous demande d'assumer vos choix qui sont néfastes pour l'emploi et, par conséquent, vos échecs : le courage et la vérité y gagneront ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué aux relations du travail.

M. Gérard Larcher, ministre délégué aux relations du travail. Monsieur le député, je viens de répondre à M. Saint-Léger sur la volonté du Gouvernement en matière d'emploi.

S'agissant de la parole publique du Gouvernement, je me réjouis de constater que cinquante départements de toutes les sensibilités politiques, du Pas-de-Calais aux Yvelines, de l'Yonne aux Charentes, se seront engagés dans le plan de cohésion sociale avant la fin du mois de mai...

Un député du groupe socialiste. Vous serez parti !

M. le ministre délégué aux relations du travail. ...pour bâtir des contrats d'avenir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Je suis heureux de constater que de nombreux élus, dont des maires éminents, de tous bords, comme le maire de Tulle, veulent une maison de l'emploi.

(*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Jean-Paul Anciaux engagera cet après-midi même la mise en place des maisons de l'emploi.

Par ailleurs, la convention tripartite permettra de faire travailler ensemble l'ANPE, l'UNEDIC et l'État...

M. Bernard Roman. Ce n'est pas la question !

M. le ministre délégué aux relations du travail. ...à la mise en oeuvre d'un dossier unique du demandeur d'emploi pour un meilleur accompagnement, une meilleure formation, une capacité de mobilisation autour des demandeurs d'emploi à travers les maisons de l'emploi, ainsi qu'un renforcement nécessaire des contrôles. Cela facilitera la réussite du plan de cohésion sociale et le redressement de l'emploi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Gaëtan Gorce](#)

Circonscription : Nièvre (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2071

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : relations du travail

Ministère attributaire : relations du travail

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 mai 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 mai 2005